

Déclaration : « Liberté d'opinion pour les universitaires de Turquie »

L'arrestation et la détention de nos collègues Esra Mungan (Bogazici University), Muzaffer Kaya (désormais renvoyé de Nisantasi University) et Kivanç Ersoy (Mimar Sinan University) en raison de leur signature de la pétition « Academics for Peace » (« une pétition faisant l'apologie du terrorisme » selon le juge) est aussi révoltante qu'elle est inquiétante. Elle s'inscrit dans le cadre de la répression lancée par le régime Erdogan non seulement à l'égard des universitaires critiques, d'avocats, de journalistes, d'associatifs, mais aussi contre les Kurdes. Depuis la réélection de Recep Tayyip Erdogan, les Kurdes sont confrontés à des actes de guerre perpétrés aussi bien dans les grandes villes de l'est du pays, à la faveur du couvre-feu, qu'à l'extérieur, dans le nord de la Syrie où il se battent contre Daech. Cette répression féroce est à mettre en relation avec le traitement réservé aux nouveaux réfugiés de Syrie, en partie bloqués à la frontière au sud-est du pays. A l'égard de toutes les victimes de ces actes de violence répressive, il en va du respect des droits humains les plus élémentaires.

Sur tout cela la Commission européenne et surtout le Conseil européen se taisent. Leur silence est la contrepartie de l'odieux marchandage qu'ils viennent de confirmer: trois milliards d'euros (s'ajoutant aux trois milliards en principe accordés en novembre dernier) pour obtenir de la Turquie qu'elle garde sur son territoire des réfugiées et réfugiés dont le nombre s'élève désormais à près de trois millions, et qu'elle reprenne, dans un échange contraire au droit international, celles et ceux qui seront renvoyés de Grèce après le tri effectué dans les « hotspots » imposés par l'UE à ce pays. Ainsi les autorités européennes se font indirectement les complices des exactions commises par un régime de plus en plus autoritaire.

Nous appelons donc la Commission européenne ainsi que le Conseil européen à prendre toutes les mesures appropriées pour obtenir du gouvernement de Turquie la libération immédiate des universitaires emprisonnés et que cesse la répression à l'égard des journalistes, universitaires, avocats, artistes, etc. défendant la démocratie, dans le respect de la liberté d'opinion et des droits de l'homme pour toutes les habitantes et tous les habitants du pays.

Le 18 mars 2016

Valérie Amiraux (Université de Montréal)
Chryssanthi Avlami (Université Panteion des sciences politiques et sociales, Athènes)
Albena Azmanova (University of Kent, Brussels School of International Studies)
Etienne Balibar (Université de Paris-Ouest Nanterre)
Sophie Bessis (IRIS, Paris)
Hamit Bozarslan (EHESS, Paris)
Claude Calame (EHESS, Paris)
Marie-Claire Caloz-Tschopp (Collège International de Philosophie, Genève, Paris)
Alexis Cukier (Université de Strasbourg)
Didier Fassin (Institute for Advanced Study, Princeton)
Eric Fassin (Université de Paris 8)

Pierre Khalfa (Fondation Copernic)
Cécile Lavergne (Université Paris Ouest Nanterre)
Michael Löwy (CNRS, EHESS, Paris)
Camille Louis (Université de Paris 8)
Sandro Mezzadra (Università di Bologna)
Pauline Milani (Université de Fribourg, Suisse)
Rosalind C. Morris (Columbia University, NY)
Toni Negri (Euronomade)
Adi Ophir (Tel Aviv University)
Xavier Papaïs (Collège International de Philosophie, Paris)
Ilaria Possenti (Università di Verona)
Judith Revel (Université de Paris-Ouest Nanterre)
Michèle Riot-Sarcey (Université Paris 8)
Bruce Robbins (Columbia University NY)
Pierre Salama (Université de Paris 13)
Guillaume Sibertin-Blanc (Université de Toulouse)
Francis Sitel (Société Louise Michel)
Barbara Spinelli (Parlement européen)
Elsa Stamatopoulou (Columbia University NY)
Christophe Tafelmacher (Collectif d'Avocat.e.s, Lausanne)
Etienne Tassin (Université Paris Diderot)
Jacques Testart (INSERM, Paris)
André Tosel (Université de Nice)
Eleni Varikas (Université de Paris 8)
Sophie Wahnich (CNRS, IIAC, Paris)